

nulle. Il est évident que ce projet d'établissement sur la terre sur une grande échelle est la seule solution à apporter aux pressants problèmes économiques et financiers du pays. En augmentant la population et la production agricoles du Canada nous abaisserons les tarifs de transport des marchandises, nous donnerons une nouvelle impulsion aux affaires, nous soulagerons le fardeau des impôts dans chaque famille, nous allégerons le fardeau des taxes fédérales, provinciales et municipales et contribuerons largement à diminuer l'onéreux déficit annuel des chemins de fer nationaux.

Tout cela ne vous rappelle-t-il pas cet ancien programme protectionniste que la plupart d'entre nous avons entendu prôner si longtemps?

Je constate, en effet, une grande ressemblance entre ce programme et celui qui, trois ans plus tôt, c'est-à-dire, le 25 juin 1918, avait été hautement proclamé comme programme national. Je serais tenté de croire que les deux sont écrits de la même main, et j'oserais dire que celui-ci aura le même sort que l'autre, car, nous cherchons plutôt à lutter contre de grandes forces économiques, que nous n'essayons d'atteindre des solutions véritables. En ce qui concerne l'établissement sur les terres, j'aimerais lire l'opinion d'un groupe d'ouvriers. Je cite l'*Alberta Labour News*, du 23 septembre:

Afin de pouvoir critiquer ce projet avec intelligence, il faudrait tout d'abord en examiner les détails, ce que nous pourrions faire en prenant les chiffres de l'association. Un colon achète un quart de section de terre à vingt dollars de l'acre, ou \$3,200 pour les 160 acres. Il paye comptant deux dollars par acre, ou \$320, et il lui reste à payer \$2,880. Il ne fait aucun autre paiement les deux premières années, mais l'intérêt durant ce laps de temps s'ajoute au capital. Cela crée une situation étrange. Il doit à la fin de la troisième année, plus que le prix d'achat de la terre, les \$320 qu'il a payés ayant été absorbés par l'intérêt. La troisième année, l'acheteur commence à payer \$234.34 par année sur le capital et l'intérêt. Après avoir payé cette somme annuellement, pendant huit ou dix ans, depuis les débuts de son entreprise, l'acheteur doit encore \$3.15 de plus qu'il ne devait après son premier paiement comptant. Ou, en d'autres mots, après avoir payé \$2,194.72 au vendeur, après dix années de travaux afin de mettre en valeur une ferme qu'il a dû défricher dans la prairie inculte, l'acheteur est encore moins propriétaire que lorsqu'il a fait son premier paiement dix ans plus tôt.

L'acheteur a trente-deux ans pour payer sa terre par versements annuels de \$234.34. C'est-à-dire qu'il aura alors payé \$7,350 pour sa ferme, soit \$4,150 de plus que le prix d'achat. Il aura donc payé \$4,150 d'intérêt sur les \$2,880, solde non payé, après le premier paiement comptant.

Je dis que nul émigrant qui comprend la situation ne se laissera prendre par un pareil système d'exploitation immobilière. Permettez-moi d'examiner un instant notre programme d'immigration dans le passé. Les dépenses afin de promouvoir et réglementer l'immigration, depuis 1898 à 1908, alors que notre programme d'immigration était en pleine exécution, s'élevèrent à \$6,779,823. Je dois dire

en passant que je cite les chiffres d'un document du sénat américain, dans lequel se trouve la meilleure étude sur l'immigration canadienne que j'aie lue. Les dépenses faites en dehors du Canada ont été de 45 p. 100 aux Etats-Unis, 38 p. 100 dans le Royaume-Uni et 16 p. 100 dans l'Europe continentale. Voyons les chiffres relatifs aux Etats-Unis. En 1901, il y avait en Canada, 4,761,815 Canadiens nés au pays. En 1910, lors du recensement aux Etats-Unis, il y avait en ce pays, 1,181,255 Canadiens, aussi bien qu'un grand nombre d'émigrants d'outre-mer qui avaient demeuré temporairement en Canada. Or, qu'est-il résulté de ces dépenses considérables aux Etats-Unis? En 1909, il nous est venu approximativement 60,000 immigrants des Etats-Unis, parmi lesquels prédominaient des Scandinaves, des Allemands, des Italiens, des Anglais, des Russes et des Ecosseis. Mais nous en avons perdu 53,448, presque autant que nous en avions obtenu. Le rapport américain signale le fait que la plupart de ces immigrants étaient d'habiles ouvriers. Selon le pays d'origine, nos immigrants pourraient être classés comme Anglais, Européens du continent ou Américains. Les immigrants de la Grande-Bretagne ont invariablement une tendance à se diriger vers les villes, et un grand nombre—notamment d'habiles ouvriers—vont ensuite aux Etats-Unis. Dans le cas des immigrants du continent, nous avons à faire face à un sérieux problème de mélange de nationalités. Ces dernières années, un bon nombre de Mennonites, parmi lesquels se trouvent nos meilleurs colons du Manitoba et de la Saskatchewan, ont dû traverser la frontière et s'en aller aux Etats-Unis; et je pense qu'il se fait en ce moment des négociations pour le retour en leur pays—la Russie—des Doukhobours qui sont au pays. En ce qui concerne l'immigration américaine, je le répète, nous ne saurions rivaliser avec nos voisins du sud, le passé le prouve. Si nous classons les immigrants selon leur travail, nous trouvons un grand nombre de cultivateurs ou d'ouvriers de fermes, et aussi, des industriels. Avant de mettre en pratique un programme amélioré d'immigration je propose que nous étudions soigneusement la situation agricole dans l'Ouest canadien et la situation ouvrière dans les villes canadiennes, d'un océan à l'autre.

Permettez-moi quelques mots au sujet de la situation financière à laquelle nous avons à faire face. Il n'est certes pas nécessaire d'examiner à fond les questions économiques pour se rendre compte que l'état des choses en Canada n'est pas du tout ce qu'il devrait être, étant donné nos ressources naturelles